



Communiqué de presse

08/03/19

Une étude atteste le grand potentiel d'une réouverture de la ligne ferroviaire Colmar – Breisach– Fribourg.

Le Comité de Pilotage franco-allemand décide à l'unanimité de faire avancer le projet.

Le projet poursuivi par la France et l'Allemagne d'une réouverture de la ligne ferroviaire Colmar – Breisach– Fribourg aurait, selon une étude récente, un important potentiel en usagers, notamment en termes de déplacements transfrontaliers. L'étude vient d'être présentée, le 5 mars 2019 à Stuttgart, au Comité de Pilotage franco-allemand de ce projet, sous la présidence commune de M. Jean-Luc Marx, préfet de la région du Grand-Est, et de M. Uwe Lahl, secrétaire général du ministère des transports du Bade-Wurtemberg. L'étude conclut qu'un grand potentiel existe pour la remise en service de cette ligne de chemin de fer, détruite vers la fin de la Seconde Guerre Mondiale. En même temps, des études plus approfondies s'avèrent nécessaires avant de pouvoir trancher sur la réalisation définitive du projet. Le Comité de Pilotage a donc décidé d'entamer les étapes suivantes du projet et de commander les études additionnelles qui se baseront sur les résultats obtenus grâce à cette première étude.

« Je me réjouis que nous ayons réussi ensemble, entre partenaires français et allemands, de faire réaliser une telle étude », déclara le préfet Marx. Et d'ajouter : « Le nombre important de partenaires qui sont impliqués dans ce projet prouve toute l'importance de cette préoccupation transfrontalière. » Ce que confirme M. Lahl, Ministerialdirektor à Stuttgart : « Cette étude nous aura permis de poser un premier jalon. Elle fait bien ressortir tout l'intérêt qu'il y a à poursuivre ce projet de réactivation de la liaison ferroviaire. Elle nous ouvre la voie pour entamer ensemble les étapes suivantes. »

L'étude a permis de constater un potentiel compris entre 3 500 et 5 900 usagers par jour. Ces chiffres illustrent que la liaison ferroviaire peut non seulement apporter une contribution substantielle à la protection de l'environnement et du climat mais qu'elle aidera en même temps à lutter contre les embouteillages routiers.

Le recours à la ligne réactivée, comme parcours alternatif en cas de perturbations, comme c'était le cas en 2017 lorsque la Rheintalbahn autour de Rastatt a été mise hors service pendant une période prolongée, ne serait possible que pour des cas exceptionnels et avec certaines restrictions.

Globalement, cette liaison ferroviaire est de nature à combler une lacune importante dans cette région frontalière et apporterait une plus-value considérable pour les citoyens et pour les entreprises de la région. Ce constat s'impose d'autant plus que l'aménagement d'une zone d'activité franco-allemande est prévu dans le cadre du « Projet d'avenir du territoire de Fessenheim ».

L'Union européenne et les deux Etats nationaux n'ont pas tardé à reconnaître également la plus-value européenne du projet. Ce lien ferroviaire figure, d'une part, parmi les 19 "*missing links*" les plus prometteurs identifiés par la Commission Européenne parmi plus de 350 tronçons transfrontaliers. D'autre part, la réactivation de la liaison ferroviaire transfrontalière entre Colmar et Fribourg-en-Brisgau figure parmi les quinze projets prioritaires dont fait mention le traité franco-allemand d'Aix-la-Chapelle que viennent de signer Mme Angela Merkel, chancelière allemande, et M. Emmanuel Macron, président de la République française. Les deux Etats nationaux s'étaient de ce fait associés au financement de l'étude.

C'est la raison pour laquelle les partenaires français et allemands du Comité de pilotage se proposent de donner un signal clair pour pousser le projet plus avant. Au fil de l'étude, plusieurs scénarii de réalisation possibles se sont déjà dégagés. Pour pouvoir prendre une décision de concrétisation, il s'agit maintenant de les examiner de plus près par le biais d'une série d'études plus approfondies, portant sur des questions techniques ou encore sur des analyses coûts-bénéfices. Par ailleurs se posera la question du financement futur et une étude sur les modes de dévolution permettra d'explorer les montages juridiques et financiers envisageables. Suite à cela, le public serait également invité à exprimer son avis.

Outre l'apport de l'Etat français, porteur du projet, représenté par la préfecture de la Région Grand-Est, et de la République fédérale d'Allemagne, représentée par le ministère fédéral des transports et des infrastructures digitales, le cofinancement de l'étude a été assuré par le ministère des transports du Bade-Wurtemberg, le conseil régional Grand-Est, le conseil départemental du Haut-Rhin ainsi que la Caisse des Dépôts et Consignations. L'UE a pris en charge la moitié des coûts à travers son programme Interreg. Les autres membres du Comité de pilotage présents à la réunion étaient la Préfecture du Haut-Rhin, le Regierungspräsidium Freiburg, le Landkreis de Breisgau-Hochschwarzwald, le Zweckverband Regio-Nahverkehr

Freiburg, SNCF Réseau ainsi que DB Netz. L'étude de a été réalisée par le groupe SETEC et le bureau d'études PROGNOS.

Le lecteur trouvera ici un résumé de l'étude et le communiqué de presse en langue allemande :

<http://www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr/etude-de-mobilite-multimodale-liaison-ferroviaire-a18374.html>